

Géopolitique du marché eurasiatique de l'énergie

Alejandro Lorca, Gabriela González de Castejón

30 % des importations de pétrole et 60 % de celles de gaz naturel de l'Union européenne proviennent de la Russie – et cette tendance s'accroît

La région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient représente 45 % des réserves mondiales démontrées de gaz et environ 20 % de la production

L'Arabie saoudite a comblé le déficit de la production libyenne : ceci expliquerait la politique à deux poids et deux mesures d'Occident

Le paysage géopolitique de l'énergie est en proie aux aléas de la vague de changements qui frappe aujourd'hui le monde arabe. La région du sud de la Méditerranée élargie, du Maroc au golfe Persique, abrite de grandes réserves d'hydrocarbures et d'importants pays exportateurs. Cependant, pour comprendre l'importance de ce couloir méditerranéen, il est nécessaire de connaître toute la structure du marché mondial de l'énergie. Sur le marché du pétrole, les coûts de transport et, donc, l'utilisation des infrastructures déterminent à la fois sa structure (production – routes – lieu de consommation) et son prix. Il existe trois grandes zones définies par les espaces de consommation qui correspondent plus ou moins à des continents : américaine, européenne et asiatique – ces deux dernières liées à un troisième fournisseur commun, à savoir la Russie.

Le marché américain peut être considéré comme isolé. Les États-Unis, premiers consommateurs mondiaux de pétrole, s'approvisionnent auprès de leurs voisins : le Canada – leur plus grand fournisseur –, le Mexique et l'Amérique latine (notamment, le Venezuela). Même s'ils possèdent une production domestique, celle-ci est de plus en plus faible, ce qui les a obligés à chercher de nouveaux points d'approvisionnement. Le golfe de Guinée et la zone de l'Afrique occidentale (Ni-

ger et Angola) font partie des endroits qu'ils ont ajoutés à leur liste de fournisseurs. Quoi qu'il en soit, c'est au golfe Persique que recourent tous les marchés pour couvrir leur déficit de production.

Le marché eurasiatique est déterminé par sa géographie. Son grand fournisseur est la Russie. Ce pays situé dans la partie centrale et nord-ouest de l'Eurasie jouit d'une position privilégiée pour l'approvisionnement simultané des deux marchés. À l'avenir, le développement économique de l'Afrique créera probablement un marché africain. Pour le moment, la majeure partie de la production africaine approvisionne le sud de l'Europe via le couloir méditerranéen, les USA via l'Atlantique et l'Asie via l'océan Indien.

Le marché du gaz naturel (GN) présente des caractéristiques différentes en raison des contraintes techniques liées à son transport qui, à l'instar du pétrole, est réalisé par des pipelines (le système le plus utilisé) ou par la mer. Toutefois, les technologies sont plus chères – surtout la maritime – puisqu'il faut le transformer en gaz naturel liquéfié (GNL). Pour cette raison, il est nécessaire d'installer des trains de liquéfaction aux points d'origine et de destination, et d'utiliser des navires spéciaux pour le transporter. En ce sens, la géographie est un facteur positif pour la Russie dans l'approvisionnement des marchés euro-

péens et asiatiques par gazoduc – fournisseur et consommateur géographiquement proches. Le marché américain du gaz naturel ne pose pas de problème majeur, la production domestique couvrant pratiquement toute la consommation, le reste étant importé auprès des voisins. Les USA possèdent un nombre réduit de trains de liquéfaction, même s'ils envisagent la construction de nouvelles installations. Néanmoins, les récentes découvertes de gaz dans le Colorado ainsi que dans d'autres États, mais aussi l'introduction de la technologie de *fracking* (technique d'extraction de gaz consistant à injecter de l'eau, du sable et des produits chimiques à grande pression dans le sous-sol rocheux) a mis fin à l'idée d'importer du GNL.

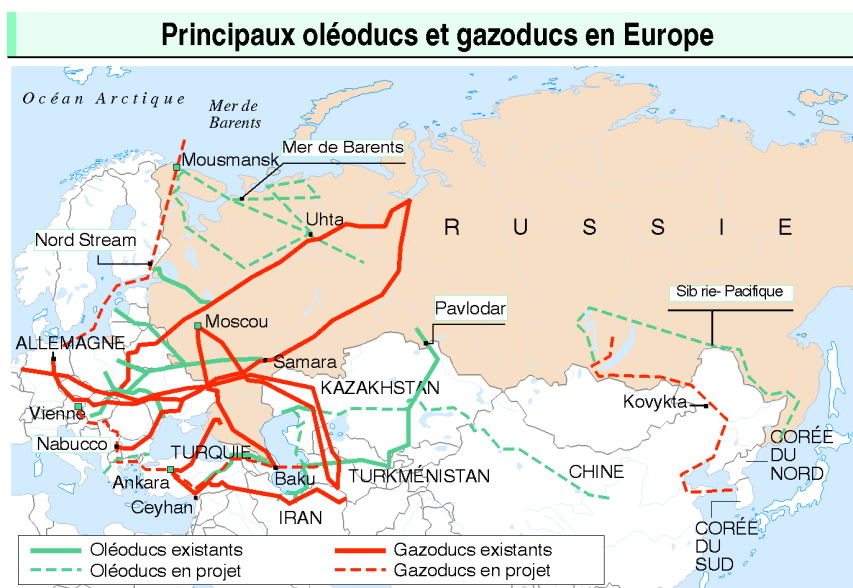
Marché eurasiatique

Le marché du gaz naturel eurasiatique – qui fera l'objet de notre analyse – est celui qui offre la plus grande complexité de facteurs géopolitiques et géoéconomiques. Contrairement à ce qu'on pense, plus de 70 % des exportations pétrolières arabes couvrent la demande du marché asiatique – et non l'américain, qui ne consomme qu'une faible partie de la production du Golfe.

Le principal acteur énergétique est la Russie, dont le premier marché est l'Union européenne. Jusqu'à l'avènement de Vladimir Putin à la présidence en 1999, la Russie n'exportait que vers l'UE, ce qui créait une relation de dépendance mutuelle. Putin voulut en finir avec cette situation, qu'il considérait négative d'un point de vue géopolitique, en s'orientant vers le marché asiatique à travers l'oléoduc Sibérie Orientale – Océan Pacifique (encore en construction). Il faut savoir qu'une partie significative de la politique énergétique de la Russie repose sur la thèse doctorale présentée par Putin au Master de l'Institut technologique de Saint-Petersbourg en 1989, soit dix ans plus tôt.

L'élément-clé de la politique énergétique russe est la monopolisation des systèmes de transport, en particulier par pipeline – une démarche semblable à celle des « barons du pétrole » américains des années vingt. Pour cela, la production et les transports sont concentrés au sein de grandes compagnies publiques : dans le cas du GN, le monopole est aux mains de Gazprom. Certains spécialistes se demandent si la domination de Gazprom dépend du Kremlin ou si au contraire la domination du Kremlin dépend de Gazprom. Le fait est que Gazprom possède le monopole de l'exportation de GN en Russie. Pour arriver à un monopole total, il faudrait dominer également la production de GN d'Asie centrale, et en particulier celle du Turkménistan, le plus grand producteur de cet hydrocarbure dans la région.

Dans une telle tâche, la Russie se voit favorisée par sa géographie : l'Asie centrale est une enclave n'ayant aucune sortie sur la mer, aussi est-elle obligée d'utiliser le territoire russe comme route de transit. L'alternative est la sortie par pipeline vers le marché chinois, comme l'a fait le Kazakhstan, ou l'utilisation du couloir Afghanistan-Pakistan, qui lui permettrait d'accéder aux marchés de l'Inde, de la Chine, et de l'océan Indien, avec la possibilité d'utiliser la voie maritime pour le GNL. Or, les conflits en Afghanistan, entre le Pakistan et l'Inde, et l'instabilité généra-



le dans la région accroissent la complexité et le gigantesque intérêt de ce jeu géostratégique et géopolitique. Un « grand jeu » énergétique, basé sur le parallélisme de la confrontation entre l'Empire russe et l'Empire britannique de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème}, immortalisé par Rudyard Kipling dans son célèbre roman *Kim*.

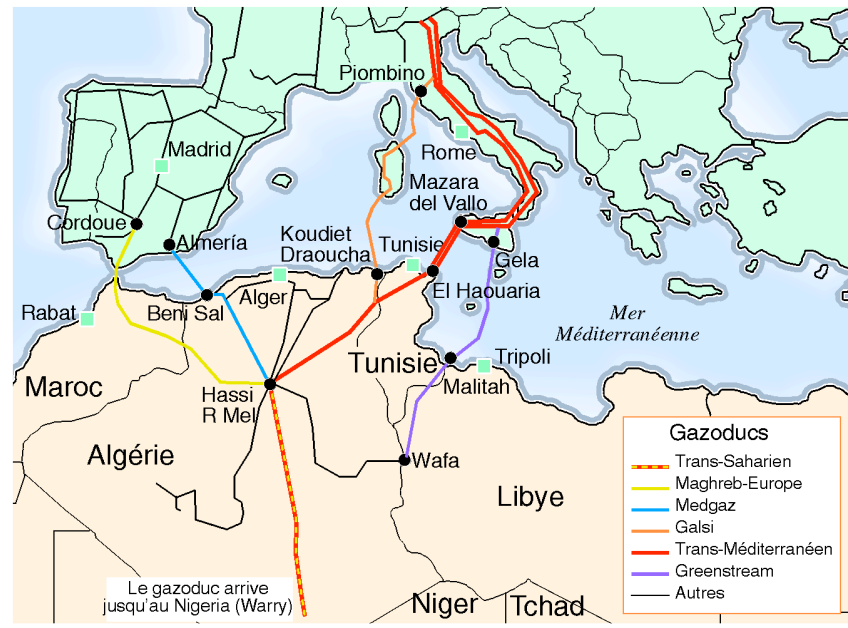
Sur ce couloir, la Russie ne jouit pas de l'accès territorial qui lui permettrait de construire des gazoducs, mais elle joue un rôle dans les aspects géopolitiques. Sur le couloir Nord, en Sibérie, elle possède d'importants champs de gaz naturel inexploités. Ces champs s'étendent de la mer de Béring et la péninsule de Yamal, près des marchés européens, aux champs de Sakhalin, près des marchés du Japon, de la Chine et de la Corée. Dans ce domaine, le challenge géopolitique consiste à décider qui approvisionner en premier et quels champs énergétiques exploiter en premier : Gazprom n'a ni la capacité financière de répondre à toute la demande à la fois, ni les technologies de prospection *off-shore* à grande profondeur, aussi doit-elle recourir aux entreprises occidentales.

Ainsi, le couloir asiatique sud pose des problèmes géopolitiques complexes, tandis que le couloir nord souffre des problèmes financiers et technologiques. Malgré ces difficultés, la Russie et les pays d'Asie centrale se

sont aujourd'hui ouverts sur les marchés asiatiques : le Kazakhstan a construit un oléoduc jusqu'en Chine et la Russie vient d'inaugurer le projet Sakhalin II qui lui permettra d'exporter au Japon. Il est probable que des pays comme l'Iran suivront cette stratégie pour répondre aux besoins croissants du marché asiatique. Cela peut poser des problèmes d'approvisionnement à l'UE qui, d'autre part, souhaite se libérer le plus possible des importations russes. 30 % des importations de pétrole et 60 % de celles de GN de l'UE proviennent de la Russie, et cette tendance s'accroît. Les deux parties souhaitent en finir avec cette situation de dépendance mutuelle : la Russie se tourne vers le marché asiatique, et l'UE cherche de nouveaux fournisseurs pour garantir sa sécurité énergétique. L'importance donnée aux énergies renouvelables dans l'UE n'est pas étrangère à une telle inquiétude.

Face à la proximité de la frontière européenne, il serait raisonnable de penser que les gisements de la mer de Béring et de la péninsule de Yamal (en phases de prospection et de construction d'infrastructures) seront destinés à couvrir les marchés de l'UE. Or, même si les relations UE-Russie sont fluides, les conflits de Moscou avec son ancienne ceinture d'influence (Ukraine, Pologne, Pays Baltes, etc.) ont in-

Gazoducs en Afrique du Nord



Source : AFKAR/IDEES

roduit une certaine méfiance réciproque. D'où l'incertitude d'un éventuel accord énergétique entre les deux puissances.

Comme nous l'avons déjà signalé, l'avènement de Putin à la présidence a entraîné un changement radical de la politique énergétique russe, surtout dans deux domaines : d'une part, elle coïncide avec de fortes augmentations de la demande sur les marchés énergétiques ; une demande que, d'autre part, la Russie sera capable de couvrir, pratiquement sans investissement, grâce aux nouvelles techniques d'extraction apparues à la fin des années quatre-vingt-dix et au début des années 2000. Putin a su tirer profit des erreurs des « aristocrates pétroliers russes » pour absorber plusieurs compagnies privées et créer de grandes corporations comme Gazprom pour le GN et Rosneft et Lukoil pour le pétrole. Les résultats de cette politique sont surprenants. Ils permettent non seulement de couvrir la demande russe, mais encore de transformer la Russie en puissance énergétique : un atout qu'elle utilisera dans sa politique extérieure, et de manière peu délicate.

Après le démembrement de l'URSS, tous les points d'exportation d'énergie vers l'UE étaient situés en territoi-

re OTAN. D'un point de vue géopolitique, cette situation n'était pas soutenable pour la Russie, aussi implanta-t-elle une stratégie visant à éviter le transit de pipelines à travers des « territoires non amicaux » : le gazoduc Nord Stream dans la mer Baltique (Russie-Allemagne), déjà en fonctionnement, et le South Stream (Russie-Bulgarie-Italie-Autriche) dans la mer Noire, encore au stade de projet et conçu pour concurrencer Nabucco (Turquie-Bulgarie-Roumanie-Hongrie-Autriche), sont la conséquence de cette politique. La Russie de Putin décidait ainsi de reprendre sa domination sur la « ceinture de protection » européenne, du Caucase aux Pays Baltes.

Un point critique de cette ceinture est l'Ukraine : 80 % des exportations russes vers l'Europe traversent son territoire. Les affrontements continuels entre les deux pays sont la conséquence des anciennes subventions aux prix des énergies octroyées par l'URSS, auxquelles l'Ukraine a répondu par l'augmentation des taxes de transit.

L'Estonie, sur le couloir Baltique, est un autre point de friction – même si la Russie est parvenue à une solution à long terme avec la construction du Nordstream, un *by-pass* qui évite le

transit et relie directement la Russie à l'Allemagne. Pour l'instant, la Russie n'a pas d'installations de GNL, mais des projets, comme celui de Shtokman, près du port de Mourmansk, qui lui offrira la possibilité d'exporter le GN par voie maritime de Béring à Yamal.

L'idée centrale de la politique russe, qui repose sur l'obtention du monopole du transport, a empêché ou freiné l'entrée de capitaux étrangers dans les infrastructures nationales. La preuve en est l'expérience de BP. Pour éviter ce monopole, l'UE a construit des pipelines qui ne traversent pas le territoire russe pour le transport de l'énergie de la mer Caspienne, contournant ainsi les difficultés liées aux contraintes géographiques et à la structure des frontières dans la région. À ce jour, le gazoduc indépendant Bakou – Tbilissi – Erzeroum qui part d'Azerbaïdjan, traverse la Géorgie et débouche dans le port turc de Ceyhan, a été construit. L'autre grand projet est Nabucco, qui utilise le réseau russe pour franchir la mer Noire et passer par la Turquie pour rejoindre les marchés européens. Dans ce « Grand jeu », le calendrier est essentiel : il n'y a pas assez de gaz naturel pour les deux projets, pas plus qu'il n'y a de demande. Le premier qui sera construit et remplira les gazoducs de GN sera le vainqueur.

Ces projets sont liés aux conflits du Caucase où la Fédération Russe doit affronter un islamisme politique radical qui, soutenu par un puissant sentiment nationaliste, utilise le terrorisme comme instrument politique. Les problèmes avec l'Iran et les sanctions imposées par les USA et l'UE à ce pays rendent la recherche de solutions difficile.

Marché méditerranéen

Le marché méditerranéen est une infime partie du marché européen. Sa rive sud représente environ 6 % des réserves, de la production et des exportations mondiales brut. Les principaux acteurs sont l'Algérie (0,9 % des réserves, 2 % de la production et 2,8 % des exportations mon-

diales de pétrole), et la Libye (plus de 3,3 % des réserves, 2 % de la production et 2,6 % des exportations). Quant au gaz naturel, la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient représente 45 % des réserves mondiales démontrées de gaz et environ 20 % de la production. Le principal fournisseur de gaz naturel est l'Algérie (2,7 % de la production mondiale et 6,2 % des exportations mondiales en 2009), suivie par l'Égypte (2,1 % et 2,3 % respectivement) et la Libye (0,5 % et 1,1 %). L'Algérie est également un pays de transit pour le gaz et le pétrole de l'Afrique occidentale.

Une grande partie de ces flux, surtout algériens, couvrent la demande européenne, notamment celle de l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal. L'existence des trains de liquéfaction dans le cas du gaz naturel, aussi bien aux points d'origine que de destination, octroie au marché une plus grande stabilité tout en permettant à ces pays de s'approvisionner auprès de producteurs plus éloignés. Les grands gazoducs de ce couloir sont le Maghreb-Europe – qui relie l'Algérie à l'Espagne et au Portugal via le Maroc –, le Medgaz – entre Béni Saf et Almería, officiellement inauguré en mars 2011 – et TransMed – entre l'Algérie et l'Italie via la Tunisie et la Sicile. Il existe en outre le projet de gazoduc transsaharien qui unirait le Niger à l'Algérie.

Conséquences des soulèvements

Les événements récents en Afrique du Nord ont nuit à la production énergétique, surtout en Libye : sa production de pétrole est passée de 1,6 millions à 400 000 barils par jour en l'espace de quelques semaines de conflit. La plupart des infrastructures de production et de transport se trouvent en territoire contrôlé par les rebelles, et les forces de Mouammar Kadhafi ont tenté de les rendre inutilisables pour éviter qu'elles puissent leur servir de source de financement. Il existe également des causes légales pour la vente d'hydro-

carbures sur les marchés mondiaux, en raison de l'embargo qui pèse sur le pétrole libyen. Certains pays ont reconnu le gouvernement rebelle, qui siège à Londres, afin de résoudre ces problèmes.

Il ne semble pas que le « réveil arabe » ait pour l'instant causé de graves problèmes aux marchés européens des hydrocarbures, malgré l'incertitude politique et économique de la région. L'Arabie saoudite et les autres producteurs du Golfe ayant une grande capacité de production non-utilisée ont couvert les déficits d'approvisionnement, même si cela a représenté un certain inconvénient pour le secteur du raffinage : les bruts libyens sont doux et légers, tandis que ceux du Golfe sont acides et lourds, ce qui pose des difficultés techniques à certaines raffineries de la Méditerranée. Une diminution volontaire de la production saoudienne de pétrole, proche de 9,7 millions de barils par jour (plus de 12 % de la production mondiale) entraînerait une flambée des prix et, par conséquent, déboucherait sur une période de crise économique. Cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles l'Occident garde le silence sur la politique du gouvernement saoudien vis-à-vis du « réveil arabe », notamment Bahreïn, où, à la demande du gouvernement de Manama, des troupes ont été envoyées pour mater les protestations. L'Occident maintient sans aucun doute une politique à deux poids et deux mesures vis-à-vis de la Libye, la Syrie, Bahreïn et l'Arabie saoudite.

Le « réveil arabe » marque un point d'inflexion. Ses effets se répercutent sur toute la géographie et sur tous les problèmes qui se posent dans le monde arabe, y compris le plus ancien du catalogue mondial des hostilités : le conflit arabo-israélien. Le processus sera long et semé d'embûches, de réussites et d'échecs, et aura des répercussions sur les marchés énergétiques. La complexité actuelle – affrontement politique entre sunnites et chiites, conflit syrien, interruption du processus de paix, différends entre Tel-Aviv et Washington – rendent indispensable un résultat à court terme. À long terme, un monde démocratique introduirait

la stabilité dans la région, mais également l'indépendance des intérêts occidentaux, à laquelle ces pays ont droit.

L'Occident et le G-8 ont pris note de cela, et notamment le président des États-Unis, Barack Obama, qui a concentré sa politique sur la Tunisie et l'Égypte. Il ne fait aucun doute que l'Égypte est le noyau principal du monde arabe : le pays le plus peuplé (83 millions d'habitants), l'économie présentant le plus fort potentiel, la meilleure armée et le meilleur centre culturel islamique. Le G-8 est conscient que la décision politique est interne, mais aussi que la transition doit être réalisée dans un environnement économique stable, comme ce fut le cas espagnol – et pour cette raison, son soutien est nécessaire. Bien qu'un « Plan Marshall » ne semble pas envisageable dans la crise financière actuelle, à son dernier sommet tenu les 25 et 26 mai à Deauville (France), le G-8 a annoncé un paquet d'aides de 20 milliards de dollars (pouvant être élargis à 40).

Dans un tel contexte, deux aspects sont à relever. Le premier, qui est positif, est que « tout l'extérieur arabe » est conscient du besoin d'une transition vers la démocratie sans violence, comme en Égypte et en Tunisie. Au contraire, en Libye, en Syrie et au Yémen, la violence s'est imposée dans le processus de transition. L'énergie est essentielle dans cette argumentation. L'aspect négatif est que « l'intérieur arabe » n'est pas encore convaincu que cette transition soit nécessaire et qu'une partie de celui-ci défend toujours le *statu quo*. Mais une telle situation est insoutenable, et la solution à long terme pour le bien de la paix dans le monde arabe est la consolidation de la transition démocratique.

Dans cette partie de la Méditerranée, la Turquie et l'Égypte peuvent devenir le guide de la transition arabe : une Turquie et une Égypte stables, jouissant d'une croissance économique, seraient les deux piliers d'un Moyen-Orient où le marché de l'énergie se stabiliserait à long terme. La Turquie se trouve actuellement à un stade avancé de ce processus, encore faudrait-il que l'Égypte suive le même chemin. ■